

STATUTS DU FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE DU SECTEUR PÉTROLIER

C.C.T. du 29/05/2001 concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence du secteur pétrolier

CHAPITRE 1er. - Dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. Il est institué, à partir du 1er janvier 1997, un fonds de sécurité d'existence , pour les ouvriers, ouvrières et employé(e)s occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole et à la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, ainsi que pour tous les employeurs relevant de ces commissions paritaires, dénommé "Fonds de sécurité d'existence du secteur pétrolier".

Art. 2. Le siège du Fonds se trouve dans l'arrondissement de Bruxelles : Avenue des Arts 39 à 1040 Bruxelles.

Art. 3. Le Fonds a pour objet :

- 1. de percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement via l' Office national de sécurité sociale
- 2. de financer l'organisation d'initiatives pour la formation et l'emploi en faveur de groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi dans le cadre de l'exécution de la convention collective de travail du 29 mai 2001 , conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole, et au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole.

Art. 4. Le Fonds est constitué pour la durée de cette CCT.

CHAPITRE II. – Administration

Art. 5. Le Fonds est administré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs et des employeurs.

Le conseil d'administration est composé de 10 membres, soit 5 représentants des travailleurs et 5 représentants des employeurs désignés par la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole et par la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole.

Le mandat des membres du conseil d'administration est gratuit.

Art. 6. Chaque année, le conseil d'administration nomme un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président.

Celui-ci est tenu de réunir le conseil au moins une fois par an.

Lorsque cinq administrateurs le demandent, le président convoque le conseil en séance au plus tard dans les dix jours qui suivent la réception de la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour.

Le conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation de travailleurs et d'au moins la moitié des membres de la délégation patronale.

Les comptes-rendus des séances du conseil seront consignés dans le registre des procès-verbaux. Ils sont signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire.

Les membres du conseil recevront une copie des délibérations au plus tard pour la séance suivante.

Les copies ou extraits des procès-verbaux qui doivent être déposés au tribunal ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration et par deux administrateurs dont un représentant les travailleurs, l'autre représentant les employeurs.

NEERLEGGING DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR |
 11 -07- 2001 | 09 -08- 2001 | NR N°

58427 10/27
24

Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votants.
Toutefois, les administrateurs ne peuvent pas prendre part aux délibérations dans lesquelles ils ont un intérêt personnel. Leur abstention est consignée aux procès-verbaux.

Art. 8. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds et pour la réalisation de son objet.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds sur la poursuite et à la diligence du président et du vice-président.

Il peut déléguer des compétences spéciales à un ou plusieurs de ses membres et même à des tiers.

Art. 9. Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un pouvoir spécial, le Fonds sera valablement représenté à l'égard des tiers par les signatures conjointes de trois administrateurs (deux représentants des travailleurs, un représentant des employeurs) sans que ces administrateurs doivent produire une quelconque délibération ou une procuration particulière.

Art. 10. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils ne prennent aucun engagement personnel, à cause de leur gestion, à l'égard des obligations du Fonds.

CHAPITRE III. – Financement

Art. 11. Le Fonds est alimenté par les cotisations sur la masse salariale de 0,20 p.c. dues par les employeurs, affiliés ou non à la Fédération Pétrolière Belge, ainsi que par les intérêts des fonds investis.

Art. 12. L'Office national de sécurité sociale est chargé de la perception des cotisations :
- à partir du 01.01.2002: 0,40 p.c. de la masse salariale, par trimestre.

L'Office national de sécurité sociale versera chaque trimestre les cotisations perçues par lui sur le compte financier ouvert auprès de la FORTIS BANQUE sous le numéro : 001-1950434-34.

Les montants doivent être inscrits au crédit de ce compte en banque au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre.

CHAPITRE IV. – Bénéficiaires

Art. 13. Les employeurs qui ont participé à des initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque dans le cadre des conventions collectives de travail sectorielles prémentionnées sont remboursés par le Fonds en 2003, sur base d'un formulaire justificatif à introduire à ce moment-là, à concurrence de 13 fois 1.239,47 ε , augmentés des cotisations patronales de sécurité sociale et de l'éventuelle prime de départ.

CHAPITRE V. – Comptes

Art. 14. L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 15. Le budget de l'année suivante sera soumis à l'approbation des CPs compétentes chaque année, au plus tard au mois de décembre.

Art. 16. Les comptes de l'année écoulée sont clos le 31 décembre.

Art. 17. Un comptable fait une fois par an rapport de sa mission aux commissions paritaires citées à l'article 1er, qui en transmettent copie au Ministre

CHAPITRE VI. - Dissolution, liquidation

Art. 18. Le Fonds est dissous automatiquement à la fin de sa durée.

Art. 19. Afin de rembourser par le Fonds, les employeurs ayant participé à des initiatives à la formation de groupes à risques, le compte en banque à la FORTIS BANQUE sera maintenu au plus tard jusqu'au 30 juin 2003.

Art. 20. Le solde éventuel sera versé au Fonds pour l'Emploi du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Cette convention collective prend effet à partir du 1er janvier 2001 et se termine le 31 décembre 2002.

Conclu le 29 mai 2001 en 11 exemplaires.

Annexe 1
Conversion ϵ / BEF

Pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant mentionnés dans l' article suivant est lus en BEF :

Art. 13. Les employeurs qui ont participé à des initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque dans le cadre des conventions collectives de travail sectorielles prémentionnées sont remboursés par le Fonds en 2003, sur base d'un formulaire justificatif à introduire à ce moment-là, à concurrence de 13 fois 50.000 BEF, augmentés des cotisations patronales de sécurité sociale et de l'éventuelle prime de départ.

STATUTEN VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VAN DE PETROLEUM SECTOR

C.A.O. van 29/05/2001 betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid van de petroleum sector

Afdeling 1. - Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1. Er wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht vanaf 1 januari 1997, voor de werklieden, werksters en bedienden, tewerkgesteld in de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel en onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, alsook voor de werkgevers behorend tot deze paritaire comités, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid van de petroleumsector".

Art. 2. De zetel van het Fonds bevindt zich in het arrondissement Brussel: Kunstlaan 39 te 1000 Brussel.

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel :

- 1 de bijdragen vereist voor zijn werking te innen via de RSZ.
- 2 de organisatie te financieren van de initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen onder de werkzoekenden in het kader van de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel, en in het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel.

Art. 4. Het Fonds wordt voor de looptijd van deze CAO opgericht.

Afdeling 2. - Beheer

Art. 5. Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties.

De raad van beheer bestaat uit 10 leden, hetzij 5 vertegenwoordigers van de werknemers en 5 vertegenwoordigers van de werkgevers, aangeduid door het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel en door het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel.

Het mandaat van de leden van de raad van beheer wordt niet vergoed.

Art. 6. Elk jaar wordt door de raad van beheer een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris aangeduid.

Art. 7. De raad van beheer wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Deze is ertoe gehouden de raad ten minste eenmaal per jaar bijeen te roepen.

Wanneer vijf beheerders dit vragen, roept de voorzitter de raad in vergadering bijeen uiterlijk binnen tien dagen volgend op de ontvangst van het verzoek.

De oproepingen vermelden de agenda.

De raad kan slechts geldig beslissen over de punten die op de agenda voorkomen en enkel wanneer er ten minste de helft van de leden deel uitmakend van de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De verslagen van de zittingen van de raad zullen in et notulenboek ingeschreven worden. Ze worden ondertekend door de voorzitter of zijn plaatsvervanger en door de secretaris.

De leden van de raad zullen uiterlijk voor de volgende zitting een afschrift van de beraadslagingen ontvangen.

De afschriften of uittreksels van de notulen die bij de rechtbank of elders moeten gedeponereerd worden zijn ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer en door twee beheerders waarvan één van de zijde van de werknemers, de andere van die van de werkgevers.

NEERLEECING DÉPÔT | REGISTR. ENREGISTR. |

11 -07- 2001 09 -08- 2001

58427 100/227
224

Wanneer tot de stemming moet overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van elke afvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het getal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (de jongste leden).

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemmers genomen.

De beheerders kunnen echter niet deelnemen aan de beraadslagingen waarbij zij persoonlijk belang hebben. Hun onthouding wordt in de notulen vermeld.

Art. 8. De raad van beheer heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te nemen die voor zijn goede werking zijn vereist.

Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheid inzake het beheer en de administratie van het Fonds en de verwezenlijking van zijn doel.

De raad van beheer treedt op in rechten in naam van het Fonds op vervolging en ten verzoek van de voorzitter en van de ondervoorzitter.

Hij kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer van zijn leden, en zelfs aan derden

Art. 9. Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad een speciale volmacht heeft verleend, zal het Fonds geldig tegenover derden vertegenwoordigd zijn door de gezamenlijke handtekeningen van drie beheerders (twee van de zijde van de werknemers één van de zijde van de werkgevers) Zonder dat deze beheerders enigerlei beslissing of een bijzondere volmacht moeten overleggen.

Art. 10. De beheerders zijn alleen verantwoordelijk wat de uitvoering van hun mandaat betreft en persoonlijk gaan ze, omwille van hun beheer, geen enkele verbintenis aan ten opzicht van de verplichtingen van het Fonds.

Afdeling 3. - Financiering

Art. 11. - Het Fonds wordt gespijsd door de bijdragen op de loonmassa van 0,20 % verschuldigd door de werkgevers aangesloten of niet bij de Belgische Petroleum Federatie, evenals door de interesten uit de belegde fondsen.

Art. 12. - De RSZ is belast met de inning van de bijdragen :
- vanaf 01.01.2002, voor elk kwartaal: 0,40 % op de loonmassa.

De RSZ zal ieder kwartaal de door hem geïnde bijdragen storten op de door het Fonds geopende financiële rekening bij de FORTIS BANK onder het nummer : 001-1950434-34

De bedragen moeten op het credit van deze rekening ingeschreven zijn uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het kwartaal.

Afdeling 4. - Rechthebbenden

Art. 13. De werkgevers, die deelgenomen hebben aan initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen worden in het kader van voormelde sectorale collectieve overeenkomsten door het Fonds bij het einde van de looptijd van deze CAO terugbetaald op basis van een alsdan in te dienen rechtvaardigingsformulier, ten belopen van 13 maal 1.239,47 €, vermeerderd met de patronale sociale zekerheidsbijdragen en desgevallend de afscheidspremie.

Afdeling 5. - Rekeningen

Art. 14. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 15. Elk jaar, en uiterlijk in de loop van de maand december, wordt het budget voor het volgend jaar onderworpen aan de goedkeuring van de betrokken paritaire comités.

Art. 16. - De rekeningen van het verlopen jaar worden op 31 december afgesloten.

Art. 17. - Een revisor brengt over zijn opdracht eenmaal per jaar verslag uit bij de paritaire comités, vermeld bij artikel 1, die er een afschrift van overmaken aan de Minister.

Afdeling 6. - Ontbinding en vereffening

Art. 18. Het Fonds wordt van rechtswege ontbonden op het einde van de looptijd.

Art. 19. Met het oog op de terugbetaling door het Fonds aan de ondernemingen, die deelgenomen hebben aan de initiatieven tot vorming van risicogroepen, zal de rekening bij de FORTIS BANK aangehouden worden tot uiterlijk 30 juni 2003.

Art. 20. Het gebeurlijk saldo wordt overgemaakt aan het Tewerkstellingsfonds van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002.

Opgemaakt te Brussel op 29 mei 2001 in 11 exemplaren

Bijlage 1.

Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag in volgend artikel in BEF:

Art. 13. De werkgevers, die deelgenomen hebben aan initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen worden in het kader van voormelde sectorale collectieve overeenkomsten door het Fonds bij het einde van de looptijd van deze CAO terugbetaald op basis van een alsdan in te dienen rechtvaardigingsformulier, ten belopen van 13 maal 50.000 BEF, vermeerderd met de patronale sociale zekerheidsbijdragen en desgevallend de afscheidspremie.